

• réflexions sur la situation politique

Depuis que l'on parle de « crise », depuis que le problème pétrolier a fait toucher du doigt la fragilité d'un modèle de société et de croissance basé sur l'exploitation sans vergogne par les pays riches des ressources naturelles des pays pauvres, TS s'est efforcé de fournir à ses lecteurs, chaque semaine, des éléments d'analyse et d'appréciation. Cette tâche sera poursuivie.

Il était bon cependant de faire connaître la position officielle du PSU, telle qu'elle ressort du texte ci-dessous, adopté par la DPN.

La décision annoncée par les pays producteurs de limiter leurs exportations de pétrole a servi de prétexte à l'ensemble des gouvernements occidentaux pour essayer d'expliquer à leur manière le « **malaise de la civilisation capitaliste** ». Les causes réelles en sont cependant bien plus profondes et se seraient manifestées même en l'absence de tout problème concernant les approvisionnements en pétrole. Mai 68 a mis en cause tout le système de valeurs sur lequel cette civilisation était fondée, le problème de l'énergie remet en question les conditions économiques de son fonctionnement.

Le système capitaliste n'en est pas pour autant menacé d'un effondrement proche, mais il est en train de subir des mutations profondes dont on ne peut percevoir actuellement que certaines conséquences.

On sait maintenant qu'il n'y a pas aujourd'hui de réelle pénurie des sources d'énergie et des matières premières, mais **l'augmentation de leurs prix fait disparaître une des bases de la croissance capitaliste telle qu'elle existe depuis près d'un siècle : le gaspillage de l'énergie et des matières premières**, permis par le pillage des ressources naturelles du tiers monde.

La remise en cause des rapports actuels entre pays riches et pauvres, la possibilité pour les producteurs d'exiger un prix aussi élevé que possible en paiement de leurs fournitures, le droit pour eux d'exiger le

contrôle du rythme d'exploitation de leurs ressources naturelles constituent un élément fondamental de la lutte contre l'impérialisme et **les travailleurs des pays industrialisés doivent être solidaires de la volonté des pays producteurs de revaloriser leurs matières premières et de contrôler leur exploitation.**

Mais il est évident que le contrôle de leurs ressources naturelles ne contribuera à la libération nationale des pays du tiers monde que si les profits en sont utilisés pour le développement du pays et non réinvestis par quelque potentats locaux dans le capital des firmes occidentales. Il est également évident que les populations des pays producteurs de matières premières et de sources d'énergie ne bénéficieront du produit des exportations qu'à condition que ce produit ne soit pas utilisé au seul profit de leur bourgeoisie nationale.

le mythe de l'abondance

Dans les pays industrialisés, et particulièrement en France le capitalisme est confronté avec la crise de son modèle de croissance. Il ne peut plus assurer une augmentation régulière et illimitée de la production de biens de consommation : **il ne pourra plus autant qu'avant se fonder sur le mythe de la société d'abondance ni**

compenser par un accroissement de la consommation individuelle les inégalités qu'il provoque et les conséquences insupportables de ses mécanismes sur les conditions de travail et d'existence de l'ensemble des travailleurs.

Mais l'augmentation des prix de l'énergie et des matières premières entraîne également une concentration du capital et du pouvoir de décision au profit des plus puissantes sociétés multinationales si bien qu'à l'échelle d'un pays, plus personne ne peut assurer la cohérence entre les différents secteurs de production et entre la production et la consommation. Dès maintenant, cela va entraîner des fermetures d'entreprises, petites et moyennes et ayant des prix de revient trop élevés, ou des réductions d'activités, donc des licenciements, accélérer l'inflation et poser en termes aigus les problèmes d'équilibre des échanges extérieurs.

Pour faire face à cette nouvelle situation, la bourgeoisie se divise en deux camps ayant chacun sa variante libérale et son côté autoritaire.

Pour les uns, liés au capitalisme le plus puissant, il faut continuer de supprimer toutes les entraves au libre fonctionnement des lois du marché, quitte à empêcher, par des mesures d'assistance sociale comme par la matraque, que les conséquences insupportables que cela va avoir dégénèrent en crise politique.

Pour les autres, porte-parole d'un capitalisme moins avancé, menacé dans son existence et dans son influence sociale par l'actuel mouvement de concentration des

moyens de production et du pouvoir de décision, il faut se replier sur les frontières nationales et s'opposer à certaines conséquences des mécanismes du marché, soit par le biais d'une union nationale qui peut éventuellement s'appuyer sur le vocabulaire de la gauche (planification, équipements collectifs, un autre type de croissance, etc.), soit par le recours à une dictature d'apparence légale.

La lutte de Lip a illustré les oppositions qui peuvent exister entre ces deux types de patronat, et montré que les travailleurs doivent essayer de tirer parti de ces contradictions.

en fonction des besoins

Dans cette situation, il est moins que jamais possible au mouvement ouvrier de proposer simplement les moyens de revenir au modèle de croissance antérieur, fondé sur l'augmentation illimitée de la production de biens permettant le développement du profit des entreprises. Il n'est pas possible non plus de se borner à des actions défensives contre les conséquences de l'évolution capitaliste.

Il faut être capable de concevoir un modèle de croissance qui ne soit pas celui qu'on a connu jusqu'ici, ni celui qui se met en place ; il faut que ce soient les aspirations des travailleurs qui permettent de déterminer les objectifs de production en fonction des besoins et non des profits.

(Unanimité)